

**Fiche d'actualité : Air France, laxisme d'Etat, grève des médecins**
le 07/10/2015

- **Air France :**

Sous le coup d'un plan social sans précédent, prévoyant la suppression de près de 3000 emplois, Air France a cependant davantage fait la Une de l'actualité suite à l'agression inadmissible et absolument condamnable de membres de sa direction.

Quoiqu'il en soit, le gouvernement porte une très lourde responsabilité dans la dégradation du climat aussi bien social que économique de la compagnie.

Premier actionnaire à hauteur de 18%, l'Etat refuse en effet de jouer son rôle de médiateur et appuie aveuglément la direction quand il faudrait au contraire tout faire pour prolonger les négociations, par une position équilibrée entre les différentes parties.

Si les pilotes doivent indubitablement faire des efforts, la stratégie globale de la direction n'est pas pour autant soutenable. Celle-ci vise en effet à réduire le format de la compagnie (fermetures de lignes, ventes d'avions) alors que le secteur du transport aérien est l'un des rares en pleine croissance.

La politique du gouvernement, doublée d'une absence de vision stratégique, a donc contribué à dégrader la situation de notre compagnie nationale. **La vente de droits de trafic supplémentaires à Qatar Airways en juin dernier est un exemple de cette politique ahurissante, alors qu'Air France se plaint régulièrement et à raison d'une concurrence internationale exacerbée.**

De même, la privatisation des aéroports de Nice, Lyon et Toulouse s'inscrit dans cette politique d'abandon du secteur aéroportuaire français et apparaît de très mauvais augure pour l'avenir : l'Etat ne cessant de se désengager au profit de groupes étrangers aux intérêts propres.

Dans ce contexte, le Front National appelle à un changement radical de politique. Véritable déclassement de l'entreprise, il faut **stopper le plan social en cours à Air France** qui va fragiliser encore plus la compagnie en réduisant sa taille ; mais aussi **relancer impérativement les négociations avec les pilotes** et obtenir de ces derniers des concessions raisonnables ; enfin, il faut **annuler les privatisations des aéroports régionaux.**

Quant à la concurrence internationale, **il appartient à l'Etat de dénoncer les règles européennes qui facilitent les montages fiscaux scandaleux des compagnies « low-cost » et de ne plus accorder aux concurrents d'Air France des droits de trafic supplémentaires vers notre pays.**

- **Laxisme d'Etat :**

Après l'agression sauvage d'un policier (actuellement entre la vie et la mort) en Seine-Saint-Denis par un prisonnier en cavale suite à une permission de sortie, et fiché S pour radicalisation, Marine Le Pen a dénoncé les ravages du laxisme d'Etat de Mme Taubira, déjà à l'œuvre sous Nicolas Sarkozy.

Le Front National a rappelé ses propositions **pour une politique de tolérance zéro avec une application stricte des peines**, et insisté sur le **réarmement physique et moral indispensable des forces de sécurité, en instaurant notamment une présomption de légitime défense** qui garantisse un minimum de sécurité

juridique aux policiers et aux gendarmes dans l'exercice de leurs missions.

Marine Le Pen a également formulé une nouvelle proposition qui s'inscrit dans l'urgence : à savoir **l'interdiction de tout aménagement de peine, sortie avancée ou permission de sortie pour les individus fichés S en période Vigipirate**. Une exigence sécuritaire de bon sens alors que nos services de sécurité sont totalement débordés par la menace islamiste.

- **Grève des médecins :**

La grève des médecins du mardi 6 octobre est un nouvel épisode de cette longue et profonde contestation du milieu médical contre la loi santé portée par Mme Touraine.

Cette loi entend notamment imposer la généralisation du tiers-payant et faire peser sur les médecins toutes les démarches administratives relatives au règlement d'une consultation.

En outre, comme on l'a vu avec la CMU ou l'AME, cette généralisation du tiers-payant pourrait avoir pour fâcheuse conséquence une explosion des consultations et donc des déficits de la sécurité sociale. **Si le principe du tiers-payant n'est pas en soi une mauvaise chose, ce n'est pas aux médecins de supporter le coût et la mise en œuvre de cette mesure.**

Plus globalement, c'est le modèle même de médecine libérale à la française qui est menacé par cette nouvelle loi santé et celles qui l'ont précédée, alors que dans le même temps les grands groupes d'assurance privée et les mutuelles ont organisé leur mainmise sur notre système de santé.

Le Front National est donc solidaire du mouvement des médecins et appelle à rejeter la loi Touraine.

La réduction des déficits de la sécurité sociale ne pourra passer que par une relance de l'activité économique, mais aussi par le renforcement des contrôles contre la fraude et la suppression de certains droits indus qui sont des gouffres financiers, telle que l'AME réservée aux clandestins.

Pour le Front National, **l'urgence est surtout au déblocage du *numerus clausus* qui limite la formation du nombre de médecins en France** et oblige de manière surréaliste à faire venir des médecins étrangers dans notre pays. Il faut en outre **réorganiser notre carte hospitalière et mettre en place des incitations à l'installation en milieu rural pour éviter la multiplication des déserts médicaux**. Chaque Français doit pouvoir bénéficier d'un système de soins de qualité.

Auteur : Joffrey Bollée